

de part et d'autre, nous forcent d'être court et réservé, pour ne point tomber dans de vaines déclamations. La grandeur des autorités, de chaque côté, doivent aussi commander la prudence et la maturité. Mercredi dernier, en publiant le feuilleton de la *Minerve* que nous reproduisons aujourd'hui dans nos colonnes, nous n'avons fait aucune réflexion sur ce point, parce que le tems et les circonstances ne nous le permettaient pas. Nous trouvions pourtant le jugement sur la conduite de l'hon. D. B. Viger un peu acerbe et prématuré, et sans nous prononcer encore sur le mérite de la question principale, nous croyons devoir observer que la conduite de M. Viger en cette circonstance, loin de lui faire perdre la confiance publique, doit au contraire l'augmenter. Le Matthias des libertés du peuple n'a pu forfaire à ce qu'il regardait comme son devoir, dans une circonstance si solennelle. Il a pu se tromper : c'est le propre de l'humanité ; mais il ne doit point pour cela perdre la confiance qu'il a si bien méritée. Une erreur n'est pas un crime. Ce sont les motifs qui doivent être examinés et pesés. S'ils sont purs, libres et désintéressés, ils doivent être respectés. Ce serait faire injure à M. D. B. Viger de lui en supposer d'autres. M. D. B. Viger n'a besoin ni d'honneur, ni de faveur, comme aussi il n'en recherche point. Il ne peut non plus être accusé ici de faiblesse, puisqu'il lui a fallu plus de courage et de grandeur d'âme dans cette circonstance que dans tout autre. Il est inutile de relater tous les motifs naturels qui auraient dû l'engager à se ranger du côté du ministère. Voilà pourquoi nous avons dit que cette conduite de M. Viger bien loin de lui faire perdre la confiance publique devait au contraire l'augmenter. Elle fait voir au moins qu'aucune considération humaine ne peut le faire dévier un instant de ce qu'il regarde comme son devoir. Aujourd'hui on peut dire de lui plus que par le passé, que le désir de la popularité n'est pas plus capable de lui faire trahir sa conscience que les menaces et l'oppression. Il nous semble que tant de courage et d'indépendance devrait le mettre à l'abri de toute critique et de toute réflexion malicieuse. D'ailleurs un demi-siècle de conduite irréprochable était plus que suffisant pour l'excuser et le justifier des erreurs d'un moment.

La *Minerve* du 9 conte int un article sur les moyens à prendre pour rap-peler nos malheureux exilés politiques, quoique le gouvernement métropolitain ait refusé l'amnistie générale. Comme nous sommes forcé de le remettre au numéro prochain faute de place, nous nous empressons néanmoins de reproduire le petit avis suivant qui sera parfaitement compris des intéressés, parcequ'ils doivent avoir déjà reçu des modèles de requêtes ; s'ils ne les avaient point encore reçu ils pourraient s'adresser incessamment à M. E. R. Fabre.

Les personnes qui ont bien voulu se charger de faire signer les requêtes en faveur des exilés, voudront bien faire diligence, afin qu'elles puissent être prêtes pour les expédier en Angleterre dans les premiers jours de janvier.

Le *Morning Courier* d'hier annonce l'arrivée de l'*Acadia* apportant des nouvelles d'Angleterre de quinze jours plus récentes. Le procès de M. O'Connell n'était pas encore commencé. On espérait même qu'il n'aurait pas lieu, parceque les formalités requises dans les dépositions contre lui n'avaient pas été suivies. M. O'Connell plaidait cette illégalité. La cause avait été remise à six jours, et probablement aux calendes grecques. Il y a peut-être plus à craindre pour la santé du grand-Agitateur : on le disait indisposé. Les nouvelles des autres pays nous paraissent peu importantes.

Le Congrès des Etats-Unis et celui du Texas devaient s'ouvrir le premier lundi de décembre. Si on en croit les journaux américains, le président Tyler pour annuler ou contrebalancer l'influence anglaise au Texas et tirer la ligne du Nord-Ouest, aurait pris la résolution de demander, par un message au Congrès, l'autorisation d'ouvrir des négociations ayant pour but d'annexer le Texas aux Etats-Unis, et d'occuper militairement la partie du territoire de l'Orégon (ou de la Colombie) en contestation entre les Etats-Unis et l'Angleterre.

Il paraît maintenant certain que l'ambassadeur anglais au Mexique a rompu avec ce gouvernement. On dit aussi que l'escadre anglaise a laissé le port d'Halifax pour se rendre dans le golfe du Mexique. Il nous semble que la guerre ne peut être longue entre ces deux puissances, à moins que les Etats-Unis ne viennent au secours des Mexicains. Cependant d'après les mêmes autorités il y aurait apparence de guerre, puisque Santa Anna s'é-

tait démis de la présidence entre les mains du général Canalizo et devait se rendre à Vera-Cruz afin de surveiller les travaux de défense pour résister aux forces anglaises qu'il attendait. Si les journaux des Etats-Unis étaient moins positifs, nous aurions peine à croire ces nouvelles ; encore ne les rapportons-nous que comme étant dans l'ordre des choses absolument possibles, sans néanmoins y ajouter beaucoup de foi.

NOUVELLES RELIGIEUSES.

ALLEMAGNE.

— La *Cazette universelle d'Allemagne*, journal qui paraît à Leipsick, et qui est l'organe le plus accrédité, quelquefois même le plus virulent du protestantisme positif en Allemagne, s'exprime en ces termes sur la célébration du synode protestant dans le grand-duché de Bade, et sur les exercices religieux et les collectes qui ont été le principal sujet :

« Bien que les ordonnances émanées du synode général aient, sous certains rapports, leur bon côté, il est temps cependant d'élever à leur sujet, quelques modestes objections.

« Ayant tout, il convient de formuler une question : L'Eglise protestante (s'il en est une ; car, à dire vrai, il n'existe que des communes protestantes dans l'Eglise chrétienne), l'Eglise protestante, avec sa doctrine du libre examen de l'écriture et de sa libre interprétation, est elle propre aux missions chez des peuples plus ou moins sauvages ? Et le missionnaire protestant ne sera-t-il pas obligé de renoncer lui-même à cette doctrine, pour assurer ses néophytes que ce qu'il leur enseigne est d'une infaillible certitude, c'est-à-dire qu'en vertu de leur qualité de convertisseurs, ils sont forcés de cesser d'être protestants ? Ne se formera-t-il pas, en chaque pays où une mission protestante aura obtenu quelque succès, des sectes nouvelles conformes aux idées, aux mœurs et aux coutumes particulières des néophytes ? Cela ne saurait manquer d'arriver, et en l'absence d'un centre absolu des doctrines et des rites, beaucoup de ces sectes dévieront bien plus des protestants et leur deviendront plus opposées que ne l'est même l'Eglise catholique. Il n'existe donc pour les protestants aucun motif raisonnable de rivaliser avec cette Eglise. Le rite catholique, avec ses formes, calculées bien plus sur l'empire des sens et sur celui des sentimens que le culte protestant ; avec ses exigences bien moins austères, doit nécessairement trouver une entrée bien plus facile au cœur du sauvage que le protestantisme, avec ses rites si simples et ses sévères doctrines.

« En outre, l'Eglise catholique possède dans son centre d'unité et dans un dogme fixe, rigoureusement défini, et dont elle ne tolère aucune déviation quelconque, un moyen assuré de maintenir les nouvelles communautés chrétiennes qu'elle parvient à fonder dans une parfaite confraternité de foi entre elles et avec leur Eglise-mère. Mais lorsque, ce qui est bien pis, il arrive que des missionnaires catholiques et protestants viennent s'établir à la fois dans une même contrée ; lorsque nécessairement ils se combattent, chacun d'eux déclarant erronées les doctrines de l'autre, et prononçant l'anathème contre elles, comment, en ce cas, le respect du christianisme, la foi en l'infaillibilité de sa doctrine et l'empire de la charité parviendront-ils à s'établir ? Jamais ce grand bien ne pourra s'accomplir ! C'est pour cela qu'il est évidemment mieux d'abandonner à l'Eglise catholique l'œuvre des missions que, depuis des siècles, elle exerce avec fruit, et d'attendre que le tems produise dans ces jeunes communes une réformation nouvelle, car évidemment la nôtre n'est pas un ingrédient propre au christianisme dans sa jeunesse. »

NOUVELLES POLITIQUES.

CANADA.

Correspondance de la *Minerve*.

Kingston, 2 décembre 1843.

Enfin la grande question est décidée. Depuis deux jours nous avons été témoins d'une lutte qui pour n'avoir pas été sanglante n'en a pas été moins palpitante d'intérêt et acharnée de part et d'autre ; c'est qu'on sentait toute la gravité de la décision qui devait en résulter ; je fais allusion à la motion de M. Price que voici :

« Résolu qu'une humble adresse soit présentée au gouverneur général pour exprimer à Son Excellence le vif regret qu'éprouve cette Chambre en conséquence de la retraite de certains membres de l'Administration Provinciale, sur la question du droit qu'ils réclament d'être consultés relativement aux nominations aux emplois, que nous déclarons sans hésiter appartenir à la prérogative de la couronne ; et pour assurer Son Excellence que la défense de ce principe leur donne droit à la confiance de cette Chambre, en ce qu'elle est strictement conforme aux principes émis dans les résolutions qui ont été adoptées par cette Chambre le 3 septembre 1841. »

Motion dont M. Price donna avis dès Mercredi dernier, ainsi que j'ai déjà eu occasion de le mentionner, et qui fut remise de Jeudi à Vendredi afin d'accorder tout le surcroît de temps qu'il aurait pu désirer pour s'aviser. Le débat sur cette motion s'est engagé hier, et a duré jusqu'à près de deux heures ce matin, sans interruption. Une motion de sir Allan McNab tendant à ajourner le débat à demain a d'abord été négative à une division de 32 contre 31, mais M. George Sherwood ayant ensuite fait motion que le débat fut ajourné à lundi, la majorité, par déférence pour la minorité a consenti à le remettre aujourd'hui, à dix heures, ce qui a été agréé à l'unanimité. La chambre s'est donc réouverte ce matin, conformément à ce